

**SQLI**

Société Anonyme

268, avenue du président Wilson  
93210 La Plaine Saint Denis

---

**Rapport spécial des Commissaires aux  
Comptes sur les conventions et engagements  
réglementés**

**Exercice 2008**

FIDUCIAIRE DE LA TOUR  
28, rue Ginoux  
75015 Paris

CONSTANTIN ASSOCIES  
114 rue Marius AUFAN  
92532 Levallois Perret Cedex

## SQLI

Société Anonyme

268, avenue du président Wilson  
93210 La Plaine Saint Denis

---

### **Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés** **Exercice clos le 31 décembre 2008**

---

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

#### **I. Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice**

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et des engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

*d*



## 1. Engagement de non concurrence du Président Directeur Général

Nature et objet :

Le Conseil d'Administration du 30 juin 2008 a autorisé la souscription par Monsieur Yahya EL MIR d'un engagement de non concurrence rémunéré par la société.

Modalités :

L'engagement de non concurrence de Monsieur Yahya EL MIR interdit à ce dernier, pendant une durée de cinq ans à compter de la date de la cessation de l'ensemble de ses fonctions au sein du Groupe SQLI, pour quelque raison que ce soit (démission, révocation, arrivée du terme ...) :

- I. De s'intéresser, directement ou indirectement, pour son compte personnel ou celui d'un tiers, en tant que salarié ou mandataire social, aux principales sociétés concurrentes de la Société et du Groupe SQLI identifiées et listées dans l'étude réalisée en janvier 2008 par Pierre Audoin Consultants, ainsi qu'aux sociétés qu'elles contrôlent ou viendraient à contrôler, le contrôle s'appréciant au sens de l'article L.223-3 du Code de commerce.
- II. D'acquérir, directement ou indirectement, une participation au capital d'une Entité Concurrente supérieure à 2% en actions ou en droits de vote, sauf si cette acquisition résulte d'une opération de rapprochement entre SQLI et ladite Entité Concurrente.

Cet engagement de non-concurrence est limité géographiquement à la France, la Belgique, la Suisse, le Luxembourg, la Maroc et le Canada et est limité aux activités de la Société et plus généralement du Groupe SQLI.

En contrepartie de cet engagement, la Société s'engage à verser à Monsieur Yahya EL MIR, pendant cinq ans, une indemnité financière calculée sur une base annuelle égale à 60% de sa rémunération brute totale (fixe, variable et avantages en nature), perçue au titre des douze derniers mois de présence au sein de la Société, soit une indemnité totale égale à 300% de sa rémunération brute totale (fixe, variable et avantages en nature), perçue au titre des douze derniers mois de présence au sein de la Société. Cette indemnité totale sera payée selon les modalités suivantes :

- A hauteur de 80%, en un versement à effectuer dans les trente jours de la date de cessation de l'ensemble de ses fonctions au sein du Groupe SQLI, et
- A hauteur de 20%, en soixante mensualités égales.

En cas de violation par Monsieur Yahya EL MIR de son engagement de non-concurrence, la Société serait automatiquement libérée de toute obligation de verser les mensualités visées au II ci-dessus, les mensualités précédemment versées restant toutefois acquises à Monsieur EL MIR. Monsieur EL MIR devrait en outre restituer une fraction du montant par lui perçu au titre du I ci-dessus, au prorata du nombre de mois restant à courir entre la date de violation par Monsieur Yahya EL MIR de son engagement de non concurrence et la date d'expiration normale de son engagement.

## 2. Attribution d'une indemnité de départ au Président Directeur Général

Nature et objet :

Le Conseil d'Administration du 30 juin 2008 a autorisé l'attribution d'une indemnité en cas de départ de Monsieur Yahya EL MIR.

Modalités :

En cas de cessation de l'ensemble des fonctions de Monsieur Yahya EL MIR au sein de la société SQLI, pour quelque raison que ce soit (démission, révocation, sauf révocation pour faute grave ou lourde, arrivée du terme sans renouvellement ...), Monsieur Yahya EL MIR recevra, sous réserve de la réalisation des conditions de performance définies ci-après, une indemnité d'un montant de 250 000 Euros.

Les conditions de performance sont fixées comme suit : Marge Opérationnelle Courante supérieure ou égale à 5% au titre du dernier exercice clos précédant la date de cessation effective de l'ensemble des fonctions de Monsieur Yahya EL MIR au sein de la Société SQLI.

Le Conseil d'Administration devra se réunir dans les dix jours de la cessation effective de l'ensemble des fonctions de Monsieur Yahya EL MIR au sein de la Société SQLI, ou dans les dix jours de la date d'arrêté des comptes du dernier exercice clos si cette date est postérieure, aux fins de constater le respect des conditions prévues et décider en conséquence le versement de l'indemnité de départ. La décision du Conseil sera rendue publique conformément aux articles L.225-42-1 alinéa 5 et R.225-34-1, alinéa 2 du Code de commerce.

L'indemnité, si elle est due, sera versée par la Société à Monsieur Yahya EL MIR en une fois dans les 30 jours de la réunion du Conseil d'Administration constatant le respect des conditions prévues.

### 3. Modification du contrat de travail de Monsieur N. REBOURS

Nature et objet :

Monsieur Nicolas REBOURS exerce les fonctions de Directeur Administratif et Financier du Groupe aux termes d'un contrat de travail en date du mois d'avril 2002 et exerce depuis le 30 juin 2008 un mandat de Directeur Général Délégué pour lequel il n'est pas rémunéré.

Modalités :

Le Conseil d'Administration du 13 novembre 2008 a décidé d'autoriser la modification du contrat de travail de Monsieur Nicolas REBOURS proposée par son Président Directeur Général, cette modification prenant effet sur le salaire de novembre 2008.

La rémunération annuelle fixe antérieurement de 134 880 Euros brut sera portée à 150 000 Euros brut. La partie variable sera quant à elle portée à 60 000 Euros brut, avec une avance variable de 40 000 Euros.

## **II. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice**

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### 1 Souscription d'un contrat d'assurance type Garantie Sociale du chef d'entreprise par votre société pour Messieurs Y. EL MIR et B. LEYSSENE

Nature et objet

Souscription d'un contrat d'assurance GSC afin de leur faire bénéficier d'un traitement équivalent à celui des ASSEDIC dans la mesure où leur contrat de travail se trouve suspendu du fait de leur nomination en qualité de membre du Directoire, puis du Conseil d'Administration depuis le 30 juin 2008. Concernant Monsieur Bruno LEYSSENE, ce dernier ne conserve plus de mandat social au sein de SQLI depuis le 30 juin 2008.

Modalités

Versement d'une prime de 5 395 Euros pour Monsieur Yahya EL MIR et de 2 805 Euros pour Monsieur Bruno LEYSSENE.

Les contrats ont été résiliés avec effet au 31 octobre 2008 pour Monsieur Yahya EL MIR et au 30 juin 2008 pour Monsieur Bruno LEYSSENE.

## 2 Convention de prestations avec la société LVCT

### Nature et objet :

Contrat de mandat par lequel le Mandant confie au Mandataire la mission de l'assister en vue de l'acquisition de contrôle d'une société cible, notamment par identification de cibles potentielles et prises de contact avec les cédants potentiels, par assistance du mandant dans la conduite des négociations avec le ou les cédants potentiels sélectionnés de la ou des cibles potentielles sélectionnées.

Au titre de l'exercice 2008, le montant pris en charge s'élève à 20 000 Euros HT.

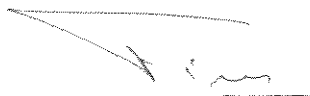
### Membre concerné :

Monsieur Bernard JACON, membre du Conseil de Surveillance jusqu'au 30 juin 2008

Paris et Levallois Perret, le 30 avril 2009

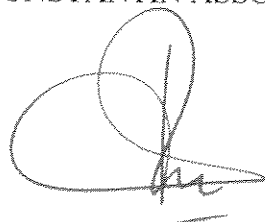
Les Commissaires aux Comptes

FIDUCIAIRE DE LA TOUR



Claude FIEU

CONSTANTIN ASSOCIES



Thierry QUERON